

DOSSIER DOCUMENTAIRE : LA PUISSANCE RUSSE

DEPUIS 1991.

Consignes : Confrontez la présentation de la Russie par Vladimir Poutine avec d'autres documents et points de vue. Vous remplirez le tableau déjà complété en partie lors du travail précédent.

Par groupe de 4, vous travaillerez chacun sur une partie du dossier (regroupées comme indiqué ci-dessous) que vous choisirez.

- Document 1 et 2
- Documents 3 et 4
- Documents 5, 6 et 7
- Documents 8, 9 et 10

Ensuite, en échangeant au sein de votre groupe, vous devrez compléter le tableau avec ces nouveaux arguments qui confirment ou contredisent le point de vue de Vladimir Poutine sur la puissance russe.

Compétences travaillées : - travailler, échanger en groupe, confronter des points de vue

- prélever, hiérarchiser et confronter des informations.
- Construire une argumentation historique.

Le bilan négatif de la présidence Eltsine

Le premier président de la Russie post-soviétique laisse derrière lui une économie exsangue, une société éclatée et paupérisée, une puissance défaite et humiliée sur la scène mondiale. Ce pays détient cependant des richesses en hydrocarbures et des potentialités de redressement que l'on sous-estime. Le capitalisme a bien pris racine et de grands groupes industriels et financiers se sont aguerries.

Jean-Marie Chauvier, *Le Monde diplomatique*, 24 avril 2007.

Diplomatiquement, la Russie ne pèse plus sur les affaires mondiales. Repliée sur l'Europe, elle assiste impuissante à l'élargissement de l'OTAN¹, à la guerre du Kosovo contre la Serbie² et de la mise en place d'un système de défense

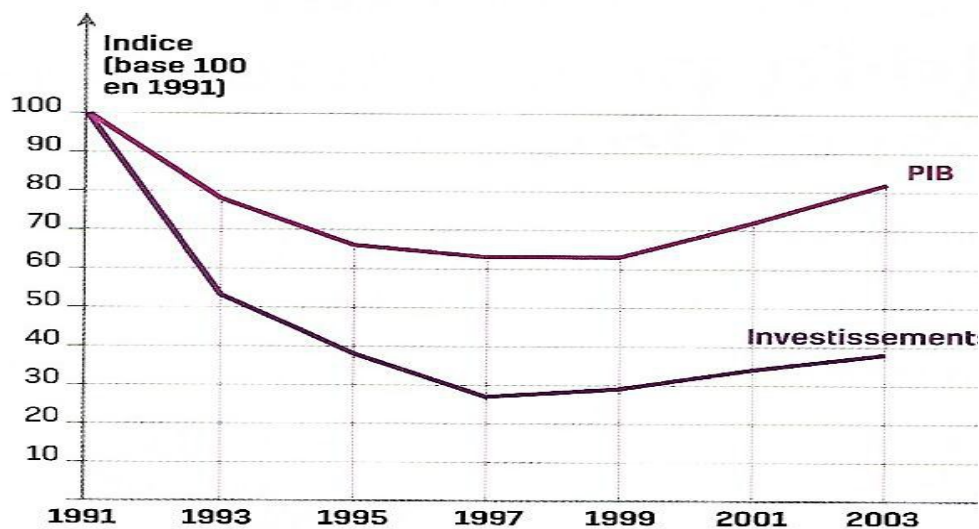
anti-missile qui, selon elle, porte atteinte à la crédibilité de sa dissuasion. Lorsqu'il prend le pouvoir en 2000, Vladimir Poutine veut effacer ces humiliations. Il considère que l'implosion de l'Union soviétique est la « pire catastrophe géopolitique du XX^e siècle » car cela revient à laisser les mains libres à des États-Unis animés par une volonté d'hégémonie.

Pascal Boniface et Hubert Védrine, *Atlas des crises et des conflits*, Armand Colin, 2016.

1. Ex-RDA en 1990; Pologne, République Tchèque, Hongrie en 1999.

2. Guerre du Kosovo (1998-1999): conflit opposant la Serbie, alliée de la Russie, à la province du Kosovo aidée par l'OTAN. La Serbie ne parvient pas à maintenir le Kosovo sous son autorité. Il proclame son indépendance en 2008.

Le déclin économique de la Russie sous Boris Eltsine



D'après Pierre Thorez, *La Russie*, SEDES, 200

Entre 1989 et 1998, le PIB chute de 55% et le taux de mortalité augmente de plus de 30%. En 1995, 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Document 2 : Image et réalité de la puissance militaire russe, La Documentation photographique, La Russie une puissance en renouveau, pp 58-59, nov-déc 2018.

Depuis la révolution de Maïdan en Ukraine et l'annexion de la Crimée en mars 2014, le continent européen connaît un regain de tension géopolitique. Plusieurs pays s'inquiètent d'une éventuelle action militaire russe que Moscou justifierait par un impératif de protection des minorités russophones établies hors de Russie (...).

Plusieurs pays ont pris des mesures à forte charge symbolique : (...) En Lettonie, le service militaire a été remis en vigueur. (...)

Toutes ces mesures et ces stratégies ont un adversaire commun : l'armée russe. Forte de 700 000 hommes, cette institution héritée de l'Armée rouge soviétique est aujourd'hui considérée comme la 3ème armée du monde en termes de budget loin derrière les Etats-Unis et la Chine, mais devant l'Arabie Saoudite et la France. Cette armée serait « de retour » après le marasme des années 1990, comme en témoignent l'intervention militaire en Syrie ou encore le regain d'activité de la marine russe en Méditerranée et dans l'Atlantique.

Fait hautement symbolique, l'aviation russe a même repris depuis quelques années ses vols de patrouilles stratégiques : une pratique qui consiste à envoyer des bombardiers à long rayon d'action à la lisière des espaces aériens de la France, du Royaume-Uni et du Japon afin, entre autres missions, de tester le temps de réaction des forces aériennes de ces pays.

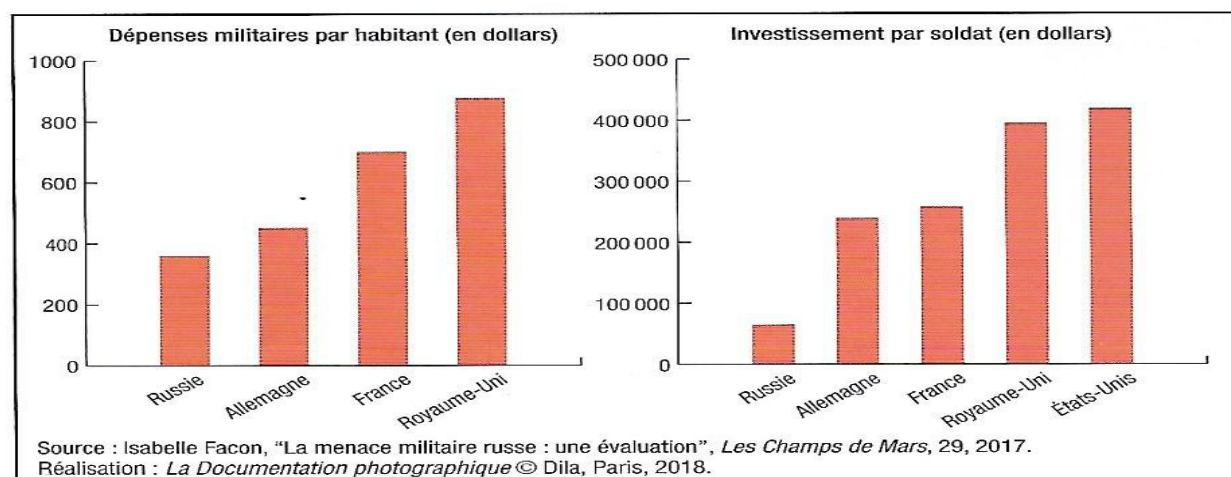
Ces épisodes bénéficient d'une importante couverture médiatique et participent à reconstruire l'image de puissance et de modernité que l'armée russe avait perdue dans l'imaginaire collectif après la chute de l'URSS. Il en va de même de certains exercices militaires comme Zapad 2017, qui a mobilisé plus de 70 000 hommes à la frontière des pays baltes.

Or, s'il est difficile d'estimer concrètement les capacités militaires de la Russie, certains chiffres permettent de les relativiser : ainsi, rapporté au nombre d'habitants, le budget de la défense russe est nettement inférieur aux budgets allemands, français et britannique. Il en va de même pour le montant total des dépenses militaires russes comparées à celles des Etats-Unis et leurs alliés. (...) Ses capacités restent bien en deçà de celles de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) que la doctrine militaire russe considère comme la principale menace à sa sécurité.

Dès lors le décalage qui existerait entre la « puissance ressentie » et la « puissance réelle » de l'armée russe semble être le résultat d'une stratégie efficace de diversion. De fait, l'armée russe est aidée par des médias tels que RT ou Sputnik qui sont toujours prêts à glorifier le renouveau de l'armée.

	Dépenses de défense en % du PIB en 2015	Dépenses de défense en 2015 (en milliards de dollars)	Dépenses de défense par habitant (en dollars)
Russie	4,18	51,6	362
États-Unis	3,33	597,5	1859
Canada	0,89	14	399
Europe (OTAN + non-OTAN)	1,36	246,457	395

Source : International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance*, 2016.



Source : Isabelle Facon, "La menace militaire russe : une évaluation", *Les Champs de Mars*, 29, 2017. Réalisation : La Documentation photographique © Dila, Paris, 2018.

Les dépenses militaires de la Russie comparées à celles des autres grandes puissances militaires.

Document 3 : La Russie économique et sociale en quelques chiffres, article d'Edouard Pflimlin, dans le Monde, 17 mars 2018. https://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/17/la-russie-economique-et-sociale-en-quelques-chiffres_5272531_3210.html

Aux commandes du pays depuis plus de dix-huit ans, Vladimir Poutine devrait être réélu à l'issue de la présidentielle, dimanche. Pourtant, son bilan économique et social est loin d'être flatteur.

La Russie, plus vaste pays du monde, est dotée de richesses exceptionnelles : hydrocarbures, minerais rares, forêts immenses... Pourtant, elle est confrontée à d'immenses difficultés économiques et sociales et reste dépendante d'une économie de rente fondée sur le pétrole. Le président russe, Vladimir Poutine, aux commandes depuis plus de dix-huit ans, devrait être réélu pour un 4^e mandat à la tête du pays, à l'issue de la présidentielle dimanche 18 mars. Pourtant son bilan économique et social est loin d'être flatteur.

143,4 millions

C'est le nombre d'habitants en Russie, selon l'édition 2018 du Bilan du Monde. Depuis 2009, la courbe de croissance de la population est repartie à la hausse, après des années de baisse après le pic atteint en 1992 (148,689 millions d'habitants). Selon Philippe Pelé-Clamour, spécialiste de la Russie et professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC) de Paris, « *la politique familiale de Poutine pour aider à partir du deuxième enfant n'a pas fonctionné dans les villes, mais seulement dans les campagnes* ». Depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine, le taux de fécondité – en forte baisse depuis 1987 – est certes reparti à la hausse, mais il reste trop faible pour assurer le renouvellement des générations ; il était de 1,75 en 2015, selon les données disponibles les plus récentes.

1 469,3 milliards

C'est, en dollars, le montant du produit intérieur brut de la Russie, selon le *Bilan du Monde*, qui s'appuie sur les chiffres du Fonds monétaire international (FMI). Le pays, qui a le 12^e plus gros PIB du monde, se place entre la Corée du Sud (1 529,7 milliards) et l'Espagne (1 307,2 milliards) et loin derrière les Etats-Unis, premiers avec 19 362,1 milliards de dollars. Le PIB russe, qui était à son plus-haut en 2013, représente actuellement un petit peu moins de 2 % du PIB mondial.

+ 1,8 %

C'est le taux de croissance qu'a connu Russie en 2017, d'après les estimations du FMI. Pour 2018, la présidente de la Banque centrale de Russie, Elvira Nabioullina, a estimé, en décembre 2017, que la croissance serait « *entre 1,5 % et 2 %* ». Le pays a beau être sorti de la récession dans laquelle il était plongé depuis 2014, sous le double effet de la chute des cours du pétrole et des sanctions, la reprise reste fragile, notamment à cause de la production industrielle qui a suivi une brusque rechute en novembre 2017.

– 8,4 %

C'est le déficit budgétaire hors recettes pétrolières en 2017, [selon le FMI](#). Avec les recettes pétrolières, il n'était que de 1 % en 2017. Cela montre la dépendance énorme du budget aux recettes des ventes d'hydrocarbures.

10 307

C'est, en dollars, le revenu national brut par habitant en 2016, [selon la Banque mondiale](#). En hausse quasi constante depuis des dizaines d'années, ce chiffre accuse une baisse depuis 2013 et place aujourd'hui la Russie assez loin dans le classement mondial (entre la 55^e et la 60^e place, selon les modes de calcul), à quelques rangs devant le Kazakhstan, mais derrière notamment la Pologne et la Hongrie.

71,3 ans

C'est l'espérance de vie moyenne en 2015, selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), avec un écart très important entre les femmes (76,7 ans) et les hommes (65,9 ans). Cette moyenne reste bien en deçà de celle que connaissent la plupart des pays développés à l'instar de la France (82,4 ans) ou des Etats-Unis (78,8 ans).

19,8 millions

Selon les statistiques officielles russes, c'est le nombre de Russes vivant sous le seuil de pauvreté en 2016 ; 13 % de la population vivait cette année avec moins que le revenu minimal fixé à 9 691 roubles (environ 160 euros), soit le niveau le plus haut enregistré depuis dix ans. Ils n'étaient que 16,1 millions à vivre sous ce seuil en 2014, avant l'entrée de la Russie en récession à cause de l'effondrement des cours du pétrole et des sanctions occidentales dues à la crise ukrainienne. L'année 2016 fut donc la pire en Russie en termes de pauvreté depuis 2006, quand 21,6 millions de Russes vivaient sous le seuil de pauvreté.

Document 4 : La démographie russe, chantier politique majeur, in La Documentation Photographique, La Russie une puissance en renouveau ? , p30-31, novembre-décembre 2018.

(...) Le déclin démographique des années 1990-2000 survient dans le contexte de la détérioration des conditions de vie de l'immense majorité de la population à la suite des réformes économiques et sociales de libéralisation économique et politique et de privatisation connues sous le nom de « thérapie de choc ». L'explosion du taux de chômage, du taux de pauvreté et la très importante hausse des prix ne sont pas sans lien avec la recrudescence de maladies mortelles jusque là disparues, la diminution de l'espérance de vie et une augmentation importante du nombre d'homicides.

A partir de 2000, le retour de la croissance économique, portée par la hausse du prix des hydrocarbures, contribue à la mise en place de politiques natalistes volontaristes (aides pour favoriser la hausse du taux de natalité). (...)

A l'échelle nationale, la répartition et l'évolution de la population sont très inégales. (...) Dans 62 des 85 régions russes, le solde démographique est déficitaire : le bilan migratoire y est le plus souvent négatif, équilibré dans le meilleur des cas ; le taux de natalité y est relativement élevé, mais ne permet un renouvellement de la population face à un taux de mortalité élevé et à une espérance de vie plus faible.

Doc 5 Hydrocarbures : des enjeux stratégiques , in La Documentation Photographique, La Russie une puissance en renouveau ? , p42-43, novembre-décembre 2018.

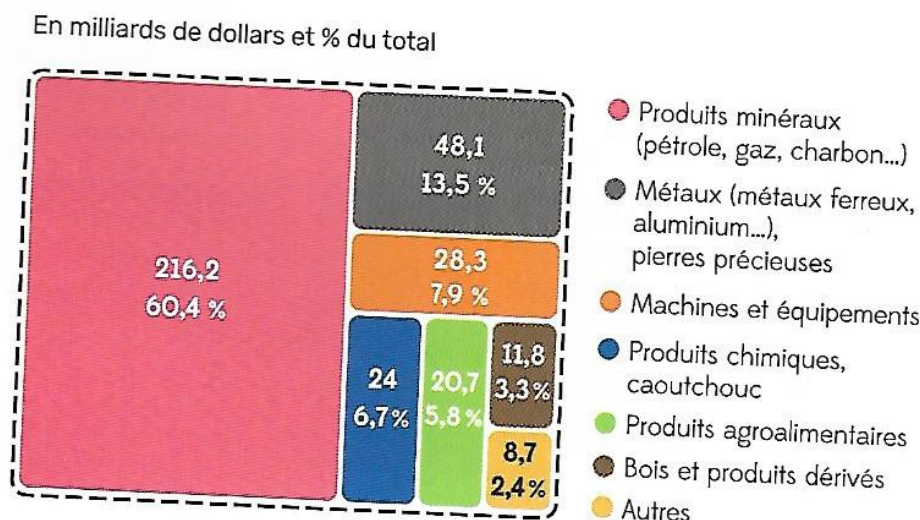
Malgré une inflexion indéniable, l'économie russe demeure en grande partie basée sur les revenus que lui apporte la vente d'hydrocarbures. A ce titre, en 2016, la part des hydrocarbures dans les exportations totales russes atteignait 63 %. Aussi, la Russie est-elle dans une situation d'interdépendance avec une partie de ses partenaires commerciaux : si ceux-ci sont fortement dépendants des hydrocarbures russes, en particulier en Europe de l'Est, la Russie est elle-même dépendante, sur le plan économique de cette demande extérieure. (...)

Les voies d'acheminement des hydrocarbures grâce à des tubes sont au coeur de la politique énergétique russe. La Russie essayant de diversifier ses itinéraires d'exportation d'hydrocarbures vers l'Europe. Il s'agit de réduire la part des exportations qui transitent vers l'Ukraine. (...) La Russie tente d'atténuer sa dépendance envers l'Europe en cherchant à instituer des relations commerciales pérennes avec ses voisins asiatiques (projets Force de Sibirie et VSTO 2 vers la Chine). (...) Le débouché chinois permettra d'extraire des hydrocarbures depuis des gisements sibériens très reculés et jusque-là faiblement exploités.

Doc 6 carte des gisements et transports d'hydrocarbures russes, in Foucher Bac Pro Seconde Histoire Géo, 2012



Doc 7 les exportations russes en 2017.



Extrait manuel Nathan HGGSP 2019

In manuel Nathan , HGGSP, 2019, p 130

1 La Russie de retour sur la scène internationale

Le regard d'un géopoliticien

[La Russie] apparaît conquérante, et même menaçante [...]. Loin d'être une « superpuissance », disposant de moyens nettement moins importants que ceux des États-Unis ou de la Chine, la Russie semble pourtant omniprésente sur la scène internationale : opérations militaires en Syrie, « cyberattaques » supposées lors des dernières élections américaines, organisation de grands événements sportifs comme les championnats du monde de football en 2018 [...]. Le succès de l'action internationale de la Russie est justement d'avoir su démultiplier la visibilité de ses instruments de puissance (armée, économie, innovation, sport, etc.), grâce notamment à une stratégie très cohérente.

Kévin Limonier, « La Russie. Une puissance en renouveau ? », *La Documentation photographique*, n° 8126, novembre-décembre 2018.

3 Les démonstrations de force de la Russie

Le regard d'un analyste politique russe

Qu'est-ce que l'intervention en Syrie a apporté à la Russie ?

[...] L'un des objectifs énoncés était de combattre le terrorisme. Sur cette question, la Russie a une conception à l'opposé de celle des Américains¹. [...] Ensuite, il y avait l'idée de modifier, par cette intervention au Moyen-Orient, le cadre des relations de la Russie avec l'Occident – et c'est ce qui s'est passé. [...] La Syrie [...] est centrale, donc cela aide Moscou à regagner une position centrale dans les relations internationales. Une troisième raison, si l'on veut être cynique, était de tester et de montrer les capacités militaires russes. Même en Russie, pas mal de gens ont été surpris par la performance des forces russes. [...]

Comment la place de la Russie dans le monde a-t-elle évolué depuis 2012, lorsque Vladimir Poutine a entamé son troisième mandat ?

[...] Jusqu'à 2013, le sentiment général était que d'une manière ou d'une autre la Russie ferait partie de la grande Europe. Ce n'est plus le cas, et c'est un défi important. D'un autre côté, la Russie est maintenant perçue comme un acteur beaucoup plus sérieux qu'avant. Que cela plaise ou non, la capacité à recourir à la force est un atout important.

Fiodor Loukianov, « La place de la Russie dans le monde reste incertaine », propos recueillis par Sylvie Kauffmann, *Le Monde* [en ligne], 23 mars 2016.

1. Engagée aux côtés du régime de Bachar el-Assad, la Russie a en réalité concentré ses frappes aériennes contre les zones rebelles au régime.

Rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, Fiodor Loukianov est président du Conseil de politique extérieure et de défense (SVOP), un cabinet d'expertise proche du pouvoir russe.

5 La Russie en Ukraine, au mépris du droit international

Le regard d'une historienne

Dans cette guerre qu'il a déclenchée, le Kremlin a violé les traités internationaux par lesquels la Russie s'engageait à respecter l'intégrité territoriale et les frontières de l'Ukraine [...]. En août 2008, même Vladimir Poutine affirmait encore que la Crimée n'était pas « un territoire disputé » et que la Russie avait « reconnu depuis longtemps les frontières de l'Ukraine actuelle ». C'est donc la parole des autorités russes qui se trouve, de nouveau, décrédibilisée. Tout cela est connu, et le tandem franco-allemand tente, depuis plusieurs mois, de faire cesser cette guerre, dite hybride, qui a causé plus de dix mille morts, des milliers d'orphelins et des centaines de milliers de réfugiés. Mais ce qui sidère aujourd'hui encore, c'est l'obstination de certains Occidentaux qui continuent de nier l'implication de la Russie. [...] Certes, la Russie qui ne se résume pas au Kremlin est un grand pays. [...] La Russie est aussi un pays en pleine dérive autoritaire, corrompu comme jamais, qui tente de dissimuler une crise identitaire profonde en terrorisant ses voisins. Elle y réussit : en Ukraine, dans les Pays baltes, en Géorgie, même en Biélorussie et au Kazakhstan, on craint, à tort ou à raison, une expédition militaire russe [...]. Le tout avec l'accord tacite d'Occidentaux paralysés.

Tribune de Cécile Vaissié, « Ukraine. Et le droit international ? », *Ouest-France* [en ligne], 21 juillet 2017.

Cécile Vaissié est professeure en études russes et soviétiques à l'université Rennes 2.